

En Argentine : restaurer l'autonomie pour renforcer les relations constructives avec la société



La **Fédération nationale des professeurs d'universités** (CONADU - *Federación Nacional de Docentes Universitarios*) représente les travailleurs.euses, enseignant.e.s et chercheur.euse.s des universités publiques argentines. Elle est organisée en syndicats,

Laura Rovelli
(IEC-CONADU/Université nationale de La Plata)
Yamile Socolovsky
(IEC-CONADU/Université nationale de La Plata)

un dans chaque institution, à travers tout le pays.

La Fédération rassemble la Centrale des travailleurs argentins (CTA) et a pour responsabilité de coordonner le secteur de l'enseignement supérieur au sein de l'Internationale de l'Education pour l'Amérique latine. Son Institut d'études et de formation (IEC-CONADU) développe des activités de recherche, de formation et de promotion du débat public dans le domaine de la politique universitaire.

@ www.conadu.org.ar

Pour brosser un rapide tableau de la situation actuelle de la recherche en Argentine, il est nécessaire de passer en revue quelques-unes de ses caractéristiques structurelles et d'examiner les précédentes étapes du processus d'élaboration du système scientifique, qui traverse en ce moment une de ses périodes les plus favorables. Dans notre pays, la recherche est menée essentiellement au sein des universités publiques et, en parallèle, dans les centres associés au Conseil national de recherches scientifiques et technologiques (CONICET) et à l'Agence nationale de promotion des

agriculture, énergie, etc.). Caractéristique commune à toute l'Amérique latine, le secteur privé - universités et entreprises - ne mène pratiquement aucune recherche. Sur le plan historique, la recherche s'est développée en Argentine en fonction d'un dysfonctionnement structurel propre à un pays excentré, où l'économie est intégrée à un système capitaliste mondial dont elle devient tributaire : la production du savoir a été généralement orientée par des programmes universitaires définis par les grands centres dominants et, par conséquent, fortement éloignée des besoins spécifiques de la société.

Les différentes ruptures qui ont marqué le paysage politique et institutionnel, ainsi que les crises économiques récurrentes qui y sont associées, ont rendu difficile

l'élaboration d'une politique gouvernementale homogène permettant de définir un modèle alternatif durable. Si, au cours de cette dernière décennie, plusieurs avancées ont toutefois pu être réalisées dans ce sens, l'avenir des politiques de recherche – lesquelles se heurtent encore à d'importants défis – restera étroitement lié à celui d'un projet politique devant aujourd'hui assumer la responsabilité d'avoir défié ouvertement le

pouvoir financier mondial.

Les trente dernières années représentent une étape hautement significative puisqu'il s'agit de la plus longue période de fonctionnement ininterrompu des institutions démocratiques qu'a connue l'Argentine. Le gouvernement démocratique qui a initié cette période en 1983 a tout d'abord cherché à inverser la tendance à l'immobilisme due à la répression et à l'obscurantisme de la dernière et de la plus sanglante dictature civile et militaire, et à restaurer les liens entre les organisations de parrainage de la recherche et les universités. C'est à cette époque qu'a été créé le Secrétariat à la science et la technologie, relevant du ministère de l'Éducation, et que plusieurs projets stratégiques pour le développement technologique, laissés en suspens durant les années précédentes, ont été relancés. Parallèlement à cela, les universités ont pu récupérer leur autonomie, et suite au rétablissement de la gratuité des études et à la cessation de la répression, le nombre d'étudiant.e.s a littéralement explosé, marquant ainsi le début d'un mouvement de masse se poursuivant aujourd'hui encore.

LA DÉCENNIE DE L'ULTRA NÉOLIBÉRALISME

Mais la progression du programme néolibéral dans le pays s'est accentuée pendant les dernières années du gouvernement de Raúl Alfonsín et plus particulièrement durant les deux périodes (1989-1999) au cours desquelles Carlos Menem a torpillé l'État et fait passer les ressources nationales aux mains du secteur privé. Cette première tentative de transition a ainsi été compromise. Les années 1990 se sont soldées, à tous points de vue, par un bilan négatif pour les intérêts publics. Une série de réformes alignées sur une idéologie néolibérale cherchant à limiter la fonction sociale de l'État ont été introduites dans les universités et, dans le cadre des restrictions budgétaires drastiques, plusieurs programmes

| | 2006 | 2011 |
|---|---------|---------|
| Gouvernement | 42,37 % | 44,82 % |
| Entreprises (publiques et privées) | 11,36 % | 8,79 % |
| Enseignement supérieur | 44,65 % | 45,22 % |
| Organisations privées sans but lucratif | 1,60 % | 1,15 % |

↑
Chercheur.euse.s par secteur d'emploi
Informations fournies sur la base des données de la RICYT

sciences et des technologies (ANPyT). Plus récemment et à plus petite échelle, la recherche est également menée dans quelques agences de l'État orientées sur le développement sectoriel productif (industrie,

“ *La recherche a pu bénéficier ces dernières années d’une augmentation considérable des budgets alloués aux universités et aux institutions de l’État.* ”

ont été mis en œuvre dans l’optique de ne plus financer que les institutions, les communautés et les individus acceptant de s’adapter aux nouvelles modalités de fonctionnement et de gestion des activités universitaires.

Le programme d’appui financier à la recherche du nouveau Secrétariat des politiques universitaires a imposé la mise en place d’un processus de « classification » en 5 niveaux du personnel enseignant universitaire et de la recherche, ainsi qu’un système d’« accréditation » des projets, comme condition préalable à une augmentation des salaires. D’autre part, le soutien apporté à certains programmes du CONICET et de l’ANPCyT a contribué à renforcer cette réforme des activités universitaires. À ce stade, il convient de préciser que, si historiquement les universités ont toujours été les principaux pôles de production du savoir, le processus de professionnalisation qui a transformé les universités argentines a néanmoins suivi le modèle français du CNRS. Toute carrière dans la recherche est alors devenue dépendante d’un organisme autre qu’une université, principalement le CONICET. À cet égard, les enjeux importants du nouveau programme a entraîné l’émergence d’une nouvelle catégorie de chercheur.euse.s universitaires dont la grande majorité est entrée dans un processus de professionnalisation (Suasnábar & Rovelli, 2011).

La logique concurrentielle régissant l’attribution des ressources, de même que l’introduction de systèmes d’évaluation des tâches axés sur la rentabilité, ont favorisé la reconversion des enseignant.e.s dans la recherche et instauré un modèle qui, tout en renforçant l’aliénation de la pratique scientifique, ne permet plus de répondre aux besoins de la société. Si cette transformation a peut-être été une étape nécessaire pour la professionnalisation des activités académiques menées au sein des universités, elle a néanmoins abouti à l’introduction de critères de rentabilité, bibliométriques et quantitatifs pour valider les travaux universitaires, accentuant d’autant plus la subordination de la recherche aux objectifs et programmes définis dans les pays du centre du continent. Dans un même temps, cette situation a institué une segmentation pernicieuse au sein de la

communauté universitaire, où certain.e.s se sont hissé.e.s jusqu’aux postes privilégiés et obligeant les autres à rester en marge ou aux échelons les plus bas du système, où leur étaient réservées les « activités péri-universitaires ».

À l’instar du gel des salaires, l’amputation des budgets des universités a agi tel un moteur pour trouver des sources de financement alternatives au travers d’ententes avec le secteur privé. Cette étape, rendue possible par l’adoption, en 1995, de la loi relative à l’enseignement supérieur, a marqué le début de toute une série de dysfonctionnements au sein des institutions : elles ont permis non seulement d’utiliser les ressources publiques au bénéfice des intérêts particuliers des parties contractantes et des universitaires pouvant tirer avantage de ces accords, mais également de créer des « zones riches » et des « zones pauvres », parfois au sein d’un même département universitaire.

Le processus de privatisation du secteur public a également joué un rôle important dans la configuration de l’enseignement de troisième cycle, jusqu’alors peu développé.

Les universités publiques sont alors entrées dans une logique de marché : le 3^e cycle est devenu payant, allant contre la tradition de gratuité des universités argentines – maintenue malgré tout aux premiers échelons du supérieur. Ce segment de l’enseignement ne s’est pas développé sur la base d’une planification des besoins globaux du système, mais bien en fonction de la capacité des différents groupes à gérer l’offre, principalement dans l’optique de monter en grade, de multiplier les opportunités pour leurs membres et d’augmenter leurs revenus. Entre 1985 et 2009, le nombre d’élèves du 3^e cycle a augmenté de 230 %, mais cet accroissement a surtout concerné les spécialisations et les maîtrises - segments qui ont vu leur nombre d’élèves tripler, alors que le nombre de doctorant.e.s n’a que très peu augmenté. La propension à rejoindre les grandes facultés universitaires démontre clairement une volonté de professionnalisation dans les choix de carrières. 73 % des carrières sont proposées par des universités publiques, 27 % par des universités privées. En outre, la répartition régionale du 3^e cycle se caractérise par une prédominance dans les zones métropolitaines

de Buenos Aires et dans le centre du pays, où sont situées les universités de longue tradition ayant une plus grande capacité et davantage de ressources pour développer leurs activités. (De la Fare y Lenz, 2010).

L’influence du secteur privé sur la recherche n’a cependant ni été généralisée ni n’a apporté de résultats significatifs pour l’activité économique, car ce processus de privatisation s’est opéré dans le cadre d’un démantèlement brusque et délibéré des capacités de production au niveau national. Les entreprises argentines – véritables parasites des ressources de l’État – ne se sont jamais investies dans l’innovation technologique. Le pays était à cette époque, proche de la désindustrialisation et livré aux capitaux des multinationales. Ce désintérêt des entreprises reflète parfaitement une culture scientifique peu soucieuse de définir des programmes adaptés aux besoins de la société. Dans un tel contexte, nos chercheur.euse.s se sont surtout heurté.e.s au manque de financement et à l’absence de politiques gouvernementales visant à favoriser leurs activités. Aussi importantes que soient ces difficultés, les revendications de la communauté scientifique se sont longtemps bornées à l’obtention de fonds publics pour développer des activités censées être menées en toute autonomie. À partir du moment où la situation économique a commencé à changer, cette caractéristique du monde universitaire s’est imposée comme une limitation.

LA PÉRIODE EN COURS

L’arrivée de Néstor Kirchner à la tête du gouvernement en 2003, après la crise qui a éclaté en 2001, marque le début d’un projet politique qui, au cours de cette dernière décennie, a résolument cherché à rétablir la fonction de l’État en tant qu’intervenant social, au bénéfice des intérêts de la majorité. La ferme volonté de renforcer l’autonomie nationale en vue d’instaurer une politique économique souveraine destinée à répondre aux besoins des secteurs populaires s’est traduite par la mise en place immédiate d’un programme gouvernemental où production du savoir et formation d’effectifs qualifiés sont devenues une priorité. Le besoin de se libérer des conditions imposées auparavant

par les organismes de crédit internationaux et l'urgence de développer une économie orientée sur la demande interne ont rapidement soulevé la question de l'industrialisation, et donc celle de l'innovation technologique. Au même moment, quoique dans une moindre mesure, s'est posée la question du rôle que pouvaient jouer les sciences sociales et humaines dans le développement des politiques publiques, notamment dans l'optique de créer une vision commune et critique de notre histoire et de nos défis.

Dans ce cadre, la recherche a pu bénéficier de leviers pour le moins inhabituels, à savoir une augmentation considérable des budgets alloués aux universités et aux institutions de l'État chargées de promouvoir ce secteur, la création de nouvelles institutions publiques, une amélioration durable des salaires, l'investissement dans les infrastructures, la création du ministère de la Science, de la Technologie et de l'Innovation productive (MINCyT), la multiplication des programmes de financement de projets spéciaux orientés sur la résolution des problèmes prioritaires, l'augmentation des bourses doctorales et post-doctorales, l'élargissement de l'accès aux carrières dans la recherche (CONICET), le rapatriement des scientifiques expatrié.e.s en raison du manque de ressources et de perspectives de carrière attrayantes, etc. Des programmes ont été mis en œuvre pour démocratiser l'accès aux nouvelles technologies de l'information et de la communication, et dans un processus de réhabilitation dans les domaines stratégiques, l'État a lancé les initiatives nécessaires pour soutenir les projets de la recherche. Il convient également de signaler que, en 2006, le gouvernement a financé les dépenses de la recherche et du développement à hauteur de 62 %, et de 71 % en 2011, devenant ainsi progressivement la principale manne de financement (RiCyT, 2004). Ce mouvement

d'expansion des activités de la recherche se reflète également dans l'augmentation du nombre de chercheur.euse.s au cours de ces dernières années, passant de 19 507 en 2001 à 23 069 en 2010, soit une hausse de 18 %. En 2010, le nombre total des enseignant.e.s chercheur.euse.s ayant bénéficié de ces avantages correspondait à 19 % de l'ensemble du corps professoral des universités nationales. D'autre part, le tableau p. 18 montre que la grande majorité du personnel de la recherche en Argentine travaille aussi dans l'enseignement supérieur et en particulier dans les sous-systèmes universitaires - le plus souvent dans le secteur public. En 2011, l'Argentine compte en moyenne 4,67 chercheur.euse.s pour 1 000 habitant.e.s, au sein de la population active. Ces transformations offrent un cadre de communication plus dynamique et permettent de renforcer les liens avec le monde universitaire, dans la mesure où elles génèrent une réflexion sur les perspectives sectorielles, locales, régionales et mondiales. Elles offrent également l'occasion aux universités de se repositionner dans le tissu social et permettent de mieux comprendre le rôle de la recherche dans l'innovation. Malgré cela, certaines tensions semblent encore diviser des franges de la communauté universitaire, opposant les partisans d'une autonomie de type défensive et ceux souhaitant la replacer dans un cadre plus dynamique et contextuel, soucieux des préoccupations et des exigences propres à l'environnement dans lequel le travail académique est mené. De ce point de vue, les progrès importants que nous évoquons ici n'ont pas encore permis d'apurer notre dette historique résultant d'une recherche essentiellement axée sur les résultats, ni de transformer la culture de la concurrence et de l'individualisme qui prédominait dans les années 90. Notre syndicat cherche donc à promouvoir un débat qui permettra d'identifier et d'analyser de manière critique quelques-uns des facteurs qui contribuent à perpétuer

l'aliénation de la recherche scientifique et qui entravent le développement d'une politique globale pour ce secteur, capable de mieux répondre aux besoins de notre société.

NOTRE CONCEPTION DE LA RECHERCHE

Un programme de réformes politiques et institutionnelles de la recherche doit prendre en considération les points suivants :

- remplacer le programme d'appui financier à la recherche par une politique permettant de stimuler la recherche au travers de la coopération et de l'interdisciplinarité, et qui soit capable d'intégrer la production des connaissances dans l'ensemble des activités universitaires, en particulier dans l'enseignement ;
- encourager une recherche ciblée qui ne néglige pas la recherche fondamentale ni ne limite ses objectifs à court terme, mais qui, au contraire, se veut complémentaire des projets destinés à résoudre les problèmes sociaux ;
- développer de nouveaux modèles d'évaluation des activités universitaires, plus conformes à la culture scientifique et aux perspectives régionales que nous souhaitons promouvoir.

En résumé, le programme syndical actuel pour la recherche et les universités argentines continue de défendre la liberté dont ont besoin les chercheur.euse.s pour produire de nouveaux savoirs, pourvu que leur conception de l'autonomie puisse avant tout répondre aux demandes d'inclusion sociale et éducative et être mise en corrélation avec les problématiques liées au développement de nos sociétés démocratiques, afin de pouvoir poursuivre la transformation.

Bibliographie

Annuaire des statistiques universitaires 2011 et 2010, secrétariat des politiques universitaires, ministère de l'Éducation.
 ALBORNOZ M., ESTEBÁNEZ M.E. et Luchilo L. (2004). "La investigación en las universidades nacionales: actores e instituciones". In O. BARSKY, V. SIGAL y M. DÁVILA (Coord.). *Los desafíos de la universidad argentina*. Buenos Aires: Universidad de Belgrano. Siglo XXI editores.
 DE LA FARE Mónica et LENZ Silvia (2010) *La política de posgrado en Argentina y la expansión de carreras a partir de la década del 90*. Rapport final. IEC-CONADU.
 KROTSCH Pedro (1998) "El gobierno de la Educación Superior en la Argentina. La política pública en la coyuntura", in MENDES CATANI A. (org.) *Novas perspectivas nas políticas de Educação Superior na América Latina no limiar do século XXI*. Editora Autores Associados, Porto Alegre.
 Red de Indicadores de Ciencia y Tecnología. Iberoamericana e Interamericana. RICYT
 SUASNÁBAR C. et ROVELLI L. (2011). "Políticas universitarias en Argentina: entre los legados modernizadores y la búsqueda de una nueva agenda". *Revista de Innovación Educativa*. México, IPN, n° 57, octobre-décembre.



← Manifestation à La Plata, en 2001, contre le «Plan Cavallo»